



Edition spéciale—élection septembre 2007

PROJET ACCOMPAGNEMENT

Québec-Guatemala

Revue de l'actualité

Editorial

GUATEMALA : ENTRE VIOLENCE ÉLECTORALE ET ENJEUX CACHÉS

Par Etienne Roy-Grégoire

Le passé douloureux du Guatemala ne se laisse pas oublier facilement. Durant la guerre civile ayant duré de 1960 à 1996, le terrorisme d'état y a fait plus de 200 000 morts - parmi une population d'environ 11 millions d'habitants. Dix ans après la signature des Accords de paix, censés jeter les bases de la reconstruction démocratique mais à toutes fins pratiques non appliqués, 6000 personnes sont encore assassinées chaque année dans ce pays d'Amérique centrale, y compris pour des raisons politiques.

Malheureusement, les élections générales, dont le premier tour s'est tenu le 9 septembre dernier et dont le second tour se tiendra le 4 novembre, loin de susciter des espoirs de changement, sont à l'image d'un pays qui menace de sombrer dans l'ingouvernabilité. En effet, ces élections sont déjà les plus violentes depuis que l'armée guatémaltèque a enclenché la « transition démocratique » en 1985 : entre le mois de mai 2006 et le mois de septembre 2007, plus de 60 actes de violence ont été recensés contre des personnes liées à la politique, en grande majorité des activistes, candidats ou dirigeants de partis politiques; 49 personnes en sont mortes et au moins 19 ont été grièvement blessées¹. Aux dernières élections, en 2003, ce chiffre était de 28 personnes assassinées.

Paradoxalement, un événement d'une énorme importance a été éclipsé par le vacarme partisan : le 6 septembre, trois jours avant le scrutin, la Cour constitutionnelle (CC) a entendu les arguments de l'As-

Dans cette revue

Éditorial : Guatemala : entre violence électorale et enjeux cachés	P. 1
Résultats des élections – Guatemala 2007	P. 7
Chronique d'une accompagnatrice en campagne... électorale	P. 8
Ont participé à cette revue :	P. 9

sociation pour la justice et la réconciliation (AJR) et de l'Armée du Guatemala concernant des documents militaires relatifs au génocide commis contre la population Ixil. L'armée refuse de remettre les originaux de ces documents, qui sont vitaux pour les poursuites engagées par le Centre d'action légale pour les droits de l'homme (CALDH) et l'AJR contre les militaires responsables de ces crimes.²

Ceci est à l'image d'une campagne où d'importants enjeux ont été passés sous silence. Pourtant, comme l'indique la chronique de Alissa Lauriault (p.8), les communautés expriment avec justesse des préoccupations telles que l'accès des femmes et des Mayas au pouvoir, la justice pour les crimes commis durant la guerre et le respect des décisions des communautés sur l'exploitation des ressources naturelles.

La grande fête civique de 2003, le gouvernement Berger et l'état mafieux

Les dernières élections au Guatemala s'étaient aussi tenues dans une atmosphère tendue. Le général Ríos Montt, un des responsables du génocide commis durant la guerre et alors président du Congrès, avait sérieusement entamé la légitimité de l'état en réussissant son inscription frauduleuse comme candidat à la présidence et en mobilisant les Patrouilles d'auto-défense civiles à des fins électorales. Deux mois avant les élections, un sondage révélait que 51% des répondants croyaient qu'il y aurait fraude. Quelques

jours avant la tenue du scrutin, la mission d'observation électorale de l'Organisation des états américains (OEA) déclarait que « le climat d'impunité [encourageait] la violence » et rappelait que vingt membres de différents partis avaient été assassinés depuis le mois de mars³.

Le 9 novembre 2003, sous haute surveillance nationale et internationale⁴, les élections avaient effectivement tourné au chaos. Mais Ríos Montt avait perdu son pari et n'était pas passé au second tour. Pour les missions officielles d'observation et du corps diplomatique, finalement, cette journée aura été « une grande fête civique ».⁵

Pourtant, le FRG avait remporté les élections dans un nombre inégalé de municipes et représentait la force politique la plus importante au Congrès. Dans un système politique où les partis politiques se font et se défont, s'achètent et se vendent et où les transfuges sont monnaie courante, le FRG était encore à l'époque le seul parti discipliné et bien contrôlé par son chef. À cet égard, on considère toujours à juste titre Ríos Montt comme l'un des hommes les plus puissants au pays. Au long des quatre années suivantes, Ríos Montt allait souvent négocier gouvernabilité contre impunité.

C'est Óscar Berger qui l'emporte haut la main au second tour devant Álvaro Colom et prend le pouvoir à la tête d'une coalition de partis appelée GANA. Son gouvernement d'entrepreneurs⁶, entame alors un mandat pénible pour les Guatémaltèques, dont nous donnons ici quelques exemples. Au début de l'année 2004, l'armée prend les rues et les campagnes du pays en réponse au désarroi populaire devant la montée de la délinquance. Des patrouilles conjointes unissent alors deux policiers mal équipés à une douzaine de soldats lourdement armés; pourtant, compte tenu des crimes atroces commis durant la guerre par les militaires à l'endroit des populations rurales mayas, le retrait total de l'armée de toute tâche liée à la sécurité interne était un élément clé des Accords de paix, une disposition qui avait été respectée jusqu' alors. Ces patrouilles seront d'ailleurs un fiasco

en ce qui a trait à la réduction de la criminalité.

Sous le gouvernement du FRG, des dizaines de groupes de paysans avaient occupé des terres dans le cadre d'une lutte plus large pour la résolution de la situation agraire guatémaltèque, l'une des pires en Amérique latine. Le FRG, s'il n'a manifesté aucune intention de réaliser la réforme exigée par les organisations autochtones et paysannes, n'avait cependant pas agi contre les occupants : il entretenait en effet avec l'oligarchie traditionnelle, la principale affectée par ces occupations, des relations généralement antagoniques et il convenait donc de laisser faire.

Óscar Berger, remédie à cet « oubli » dès son arrivée au pouvoir. En janvier 2004, une semaine exactement après son entrée en fonction, des paysans engagés dans un conflit de travail sont expulsés brutalement des *fincas*⁷ *María Lourdes* et *La Merced*, propriétés de la famille Widmann dont est issue l'épouse du président. Durant les années suivantes, des centaines d'autres expulsions sont réalisées sans s'embarasser du processus judiciaire adéquat et sans souci de la survie des personnes expulsées : le plus souvent, de forts contingents policiers et militaires débarquent sans crier gare pour capturer les habitants, les enfermer dans des camions et les disperser sur des routes différentes – des familles sont ainsi souvent séparées pendant plusieurs jours. On brûle les maisons et les récoltes, on s'empare de l'argent et des marchandises des petits commerces. Une de ces évictions, à la *finca Nueva Linda*, fera 12 morts et 45 blessés. Outre ce dernier cas, les évictions font peu la manchette.

Pour sa part, la violence contre les militants des droits de la personne continue d'augmenter en quantité et en gravité, sans inflexion, passant de 29 en 2001 à 278 en 2006 et 136 dans les 6 premiers mois de 2007⁸. Malgré les avancées dues aux cas pénaux espagnols, les poursuites judiciaires engagées au Guatemala contre des militaires pour des crimes commis durant la guerre se heurtent à l'obstruction du ministère public dirigé par Luis Florido, un homme de confiance d'Óscar Berger.

En août 2006, suite à une visite au Guatemala, le Rapporteur spécial pour les exécutions extrajudiciaires de l'ONU, Philip Alston, déclare que « le Guatemala est un excellent endroit pour commettre un meurtre »⁹. L'information qu'il a recueillie montre une augmentation constante du taux d'homicides, ceux-ci faisant plus de 6000 victimes durant l'année 2005, des sommets comparables à certaines étapes du conflit armé. Fait inquiétant, la proportion de femmes assassinées est aussi en hausse. Le fait que ces crimes soient souvent associés à des violences sexuelles, à la torture et à la mutilation, porte les analystes à se pencher sur l'existence d'un *fémicide*.¹⁰

Une grande proportion des homicides partage un même *modus operandi*: plusieurs corps montrent des trace de tortures (16 %) suivies d'un tir de grâce à la tête (5 %). De multiples témoignages font état d'escadrons de la mort voués au « nettoyage social » et auxquels participent souvent des membres de la police et de l'armée. Selon Philip Alston, si l'État n'est pas impliqué directement dans tous ces crimes, il en est néanmoins responsable par omission: pas moins de 97% des homicides ne font l'objet d'aucune condamnation.¹¹

En parallèle, la négociation et la ratification d'accords de libre échange avec les États Unis, crée de nouvelles sources de conflits entre le gouvernement et des membres de la société civile, qui se regroupent au sein du Mouvement autochtone, paysan, syndical et populaire (MICSP). Dans le cadre de l'opposition à la ratification du Traité de libre échange entre les États-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine (CAFTA-DR), neuf organisations membres ou sympathisantes du MICSP subissent cambriolages, menaces de mort et tentatives d'enlèvement tandis que l'armée fait plusieurs victimes, dont au moins deux morts, en réprimant des manifestations d'opposition à l'accord.¹²

L'exploitation minière va également se convertir en l'un des principaux points de conflit entre la société civile, les communautés autochtones¹³ et le gouver-

nement. Il faut rappeler que, dès l'année 2004, plusieurs concessions d'exploration et d'exploitation minières octroyées par le gouvernement du FRG commencent à être exercées par les compagnies, principalement canadiennes, qui les détenaient. Cette situation occupe très vite l'avant-plan de l'actualité quand des équipements lourds de l'entreprise Glamis Gold sont bloqués par des manifestants opposés à son projet *Marlín*. En janvier 2005, l'affaire fait les premières pages lorsqu'un imposant contingent de policiers et de militaires déloge les manifestants, faisant un mort. C'est la première fois, depuis la signature des Accords de paix en 1996, que des soldats s'impliquent dans ce genre d'opération. En 2007, ce conflit fait le tour du monde lorsque des images d'évictions de paysans, à la demande de la compagnie canadienne Skye Ressources, sont diffusées sur internet.¹⁴

Le 19 février 2007, c'est le comble: trois députés salvadoriens au Parlement de l'Amérique centrale (PARLACEN) sont assassinés par des membres de la police guatémaltèque. L'affaire révèle à l'opinion publique que la frontière entre le crime organisé et la police n'est que théorique. Les députés, avant d'être brûlés dans leur véhicule, avaient été menés dans une maison de torture clandestine de la police située sur le terrain d'un militaire à la retraite, où se réunissaient, à la fin des années 1970, l'extrême droite guatémaltèque et ses homologues salvadoriens.¹⁵ L'explication la plus plausible du crime aurait été une transaction de drogue ayant mal tourné, et impliquant aussi un député guatémaltèque. Cependant, l'enquête est compromise lorsque les auteurs matériels, rapidement arrêtés et emprisonnés, sont assassinés et décapités dans leur cellule par un commando ayant profité d'un libre accès au pénitencier de haute sécurité, une affaire qui entraîne la démission du ministre de l'Intérieur, Carlos Vielman et du directeur de la police, Erwin Sperissen, des hommes forts du gouvernement de Berger.¹⁶ Un agent américain du Bureau fédéral d'enquête (FBI), appelé à la rescousse, déclarera au *Los Angeles Times* le 6 juillet 2007 que les autorités guatémaltèques ont tout fait pour entraver l'enquête.¹⁷

Au Guatemala, ce genre d'histoires choque mais ne surprend plus. Plus que des crises, elles représentent une norme qui transcende les changements de gouvernement. Selon l'expression utilisée par Amnistie internationale, le Guatemala serait un « État de mafia corporative », défini par une alliance malsaine entre des secteurs traditionnels de l'oligarchie, certains nouveaux entrepreneurs, la police, l'armée et des criminels. Ces réseaux, selon Amnistie internationale, complotent pour s'assurer le contrôle d'activités illégales lucratives comme le trafic de drogues et d'armes, le blanchiment d'argent, le racket de l'adoption d'enfants guatémaltèques à l'étranger, ainsi que le monopole d'activités légales comme l'exploitation pétrolière.¹⁸

Récemment, en mars 2007, Anders Kompass, représentant au Guatemala du Haut commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme déclarait qu'au Guatemala, « l'État, maintenant, est en échec, c'est un État effondré »¹⁹. Mais, effondré ou pas, l'État demeure un enjeu de luttes pour les groupes de pouvoir, pour qui les élections demeurent l'occasion d'en renégocier, parfois violemment, le contrôle.

Élections 2007 : premier tour

Cet état de choses relève d'une structure politique et sociale où la corruption et le trafic d'influence sont la règle plutôt que l'exception. Différents groupes de pouvoir luttent constamment, sans être inquiétés, pour le contrôle de l'État. Les enjeux sont de taille: il s'agit pour ces groupes de garantir leur impunité pour les crimes commis durant la guerre, de protéger leurs activités illicites actuelles ou de maintenir leurs privilèges fiscaux. Mais il s'agit aussi de se poser en partenaires obligés d'investissements étrangers massifs dans de grands projets d'infrastructure ou d'exploitation des ressources naturelles.

La Fondation Myrna Mack (FMM), avertissait déjà en juillet 2007 que le processus électoral n'offrait pas de possibilité réelle de résoudre la grave situation na-

tionale, mentionnant la fragilité du Tribunal suprême électoral (TSE), la détérioration du régime des partis politiques (transformés en simples véhicules électoraux), le manque de contenu des programmes et l'inclinaison à utiliser la violence et la disqualification pour affronter les rivaux. Mais pire encore, l'avancée du crime organisé au sein des partis grâce à son pouvoir économique et à la violence est de notoriété publique²⁰.

Dans ces conditions, l'État de droit, vidé de sa substance, est incapable de gouverner et se montre indifférent à la misère et à l'injustice dans laquelle vit la majorité de la population.

Les élections qui ont eu lieu le 9 septembre passé ont vu s'affronter dix-neuf partis²¹ politiques. Aucun candidat présidentiel n'ayant obtenu plus de 50% des voix, Álvaro Colom (Unidad Nacional de la Esperanza – UNE) et le général Otto Pérez Molina (Partido Patriota – PP) s'affronteront au deuxième tour le 4 novembre prochain.

Álvaro Colom a trôné à la tête des sondages depuis le début de la campagne. Le fait qu'il ait été candidat du même parti (UNE) durant les deux élections précédentes lui a donné une longueur d'avance sur les autres candidats, dont la consolidation de l'image accusait huit ans de retard.

Le nom de Colom évoque aussi celui de son oncle Manuel Colom Argueta, politicien centriste assassiné en pleine rue par l'armée en 1979. En réalité, Álvaro Colom représente plutôt le capital émergent de la petite bourgeoisie, dont les intérêts se concentrent notamment dans l'industrie textile volatile (maquiladoras). Sa famille possède aussi des plantations de canne à sucre dans la région d'Escuintla, où UNE a recueilli 38% des votes. En outre, plusieurs membres de son parti sont connus pour être liés au crime organisé²². Boudé par l'oligarchie traditionnelle durant les élections passées, ses chances de remporter la présidence ont contribué à l'en rapprocher. Son candidat à la vice-présidence, Rafael Espa-

da, est d'ailleurs fort respecté dans ce milieu, et il s'agit en fait du frère de Carlos Vielman, dont on a vu qu'il était un homme fort du gouvernement sortant.

Le parti de Colom, UNE, représente ainsi une tentative hasardeuse de synthèse entre des groupes aux intérêts divergents. Il se livre donc en son sein des luttes qui se poursuivront si Colom devient président. Ces luttes ont d'ailleurs affleuré quand César Fajardo, député, vice-secrétaire du parti et soupçonné de liens avec le crime organisé, a voté contre l'approbation d'une Commission internationale contre l'impunité, à laquelle Colom avait pourtant assuré l'appui de son parti. Dans la foulée, José Carlos Marroquín, un autre stratège de UNE et responsable des relations avec l'oligarchie, a accusé Fajardo d'être mêlé à un attentat contre sa personne en novembre 2006, auquel des militaires auraient aussi participé.

Le second candidat, le général Otto Pérez Molina, bénéficie pour sa part d'une image de militaire modéré pour avoir été signataire des Accords de paix. Le vernis est toutefois très mince. Protagoniste de toutes les interventions militaires dans la vie politique depuis 1985 et agissant souvent comme lien entre l'armée et l'oligarchie, rémunéré par la CIA et gradué de l'École des Amériques en 1985, il était, en 1994, chef du service de renseignements de l'armée lorsque celui-ci assassina le juge Edgar Ramiro Elías Ogaldez. Les habitants de la région ixil, dévastée par une campagne de terre brûlée menée par l'armée, se rappellent aussi de lui comme du "commandant Tito" en charge des opérations depuis la base militaire locale de Nebaj durant les années 1980²³.

Il faut noter en outre que l'écart, dans les sondages, entre Álvaro Colom et Otto Pérez Molina s'est réduit durant les dernières semaines précédant les élections. Les sondages montrent également des résultats très serrés au deuxième tour entre les deux candidats. Plusieurs observateurs doutent de la capacité du Tribunal suprême électoral à faire face à une éventuelle contestation advenant des résultats très serrés le 4 no-

vembre.

Génocide? Quel génocide?

Il va sans dire que la sécurité a été un thème central du discours des deux candidats. Cependant, son abordage n'a été que rhétorique. Devant un général sûr de lui, Álvaro Colom, peu charismatique, est apparu timoré. Mais ce qui attire surtout l'attention, c'est sa réticence à attaquer son adversaire sur son flanc le plus faible : sa participation au génocide. À part une frileuse intervention à ce sujet à la veille du premier tour²⁴, Colom ne semble pas vouloir se résoudre à mettre les points sur les « i ». Bien sur, cela risquerait de lui mettre à dos un secteur extrêmement puissant. Jusqu'à maintenant, contrairement à d'autres pays d'Amérique Latine, rien au Guatemala n'a pu rompre le pacte de silence des militaires sur les crimes qu'ils ont commis. S'en prendre à l'un d'eux, c'est s'en prendre à tous – et en subir les conséquences.

Là où les partis échouent, c'est encore la société civile qui a le courage de nommer les choses, en lançant la campagne radiophonique « Ne votez pas pour des militaires – ne votez pas pour des entrepreneurs corrompus – ne votez pas pour le crime organisé ». Malheureusement, la campagne a dû être retirée à cause de pressions de la part du PP.

Lorsque la MINUGUA s'est retirée du Guatemala en août 2004, son rapport final affirmait que « l'application des Accords de paix [avait] été une tâche difficile, pleine d'obstacles et de retards, qui [s'était] heurtée à la résistance de groupes puissants qui [s'étaient] sentis menacés par le changement. Des gouvernements successifs se sont engagés à les appliquer, pour ensuite faire preuve d'une volonté politique vacillante [...] À plusieurs reprises, il est d'ailleurs apparu que ceux-ci étaient plus sensibles aux pressions de la communauté internationale qu'aux besoins de leur population »²⁵.

Quelle que soit donc la nouvelle balance des pou-

voirs et qui que soit le nouveau président, il serait illusoire de croire que la douloureuse page de la guerre civile est tournée. Tout comme le remarquent les communautés visitées par Alissa Lauriault, l'impunité, le contrôle des ressources naturelles et l'exclusion auraient dû être les véritables enjeux de cet exercice électoral.

¹ « Violencia política preocupa », *Prensa Libre*, 1er août 2007. Ces chiffres ont été recensés par l'ONG Mirador Electoral, mais ceux qui apparaissent ici ont été modifiés pour tenir compte de faits postérieurs à la parution de son rapport.

² Des observatrices du PAQG, qui accompagnent les membres de l'AJR et de CALDH, étaient présentes lors de ces audiences

³ « Oscuro Panorama a 40 Días de Elecciones », *Prensa Libre*, 30 septembre 2003.

⁴ 5000 observateurs nationaux, sous l'aile du Procureur des droits de la personne (PDH) et quelques 200 observateurs étrangers, membres principalement d'équipes d'observation de l'OEA et de l'Union européenne, sont déployés dans différentes zones du pays.

⁵ « MINUGUA complacida » *Prensa Libre*, 10 novembre 2003. Cette expression (« una gran fiesta cívica ») est répétée à plusieurs reprises par des représentants du corps diplomatique à la radio le soir des élections.

⁶ Óscar Berger est marié à Wendy de Berger Wydman, dont la famille est l'une des principales exportatrices de sucre du pays. Son père, Walter Widman, serait l'auteur intellectuel de l'assassinat de prêtres belges au Guatemala durant la guerre.

⁷ Finca est le terme employé pour désigner une extension de terre ou une exploitation agricole.

⁸ Samayoa, Claudia Virginia, *Ataques en Contra de Defensoras y Defensores de Derechos Humanos 2000-2005*, Front Line Guatemala, Dublin, 2006 http://info.frontlinedefenders.org/pdfs/3448_Front%20Line%20Guatemala%20Ataques%20en%20contra%20de%20Defensores%20y%20Defensoras%20de%20derechos%20humanos%202000-2005.pdf Pour une liste et une analyse détaillée des attaques contre les défenseurs des droits de la personne au Guatemala, consulter les rapports de l'Unité de protection des défenseurs du Mouvement national pour les droits de la personne (UP-MNDH), dont le dernier est disponible à l'adresse suivante: http://www.paqg.org/IMG/pdf/Udefegua_informe_enero_-_junio_2007.pdf

⁹ Il répète cette affirmation dans son rapport: Philip Alston, *Mission to Guatemala, Adendum to the Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions to the General Assembly*, New York, 2007, p.17

¹⁰ Casa Alianza, CALDH, Centro Internacional para Investigaciones en Derechos Humanos, Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas, Grupo de Apoyo Mutuo, Instituto de Estudios Comparados en Ciencias Penales de Guatemala, Movimiento Nacional por los Derechos Humanos, Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala, Organización de Apoyo a una Sexualidad Integral frente al SIDA, et Plataforma Agraria, *Informe al relator Philip Alston*, Guatemala, 2006.

¹¹ Philip Alston, op. cit., p. 17.

¹² À ce sujet, le discours officiel américain se fait menaçant : en 2005, Carlos Gutiérrez, secrétaire américain au Commerce, affirme devant le Conseil des Amériques que « ceux qui s'opposent au CAFTA-DR en Amérique centrale sont les mêmes qui s'opposaient à la démocratie et à la liberté il y a 25 ans, exactement les mêmes qui auraient voulu avoir une révolution communiste en Amérique centrale ». Toujours en 2005, après une réunion avec le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld, Óscar Berger affirme qu'« il est clair que le CAFTA-DR est un thème de sécurité nationale aux Etats-Unis ». Sources: presse locale et communications personnelles.

¹³ Notons que, entre 2005 et 2007, près de 200 000 personnes ont participé à des référendums sur des activités minières affectant leur communauté et que plus de 90% y ont exprimé leur rejet de toute activité minière.

¹⁴ Les images en question peuvent être visionnées à l'adresse suivante : <http://www.youtube.com/watch?v=Q20YxkM-CGI> Les paroles de Steven Schnoor, auteur du video, prononcées à l'émission *As it Happens* de la CBC sont disponibles à l'adresse suivante : http://www.rightsaction.org/video/elestor/CBC_AIH_transcript_March1507.pdf

¹⁵ Une des victimes est d'ailleurs Eduardo d'Aubuisson, le fils du colonel Roberto d'Aubuisson, fondateur du parti au pouvoir au Salvador, ARENA. Roberto d'Aubuisson est aussi connu pour avoir dirigé des escadrons de la mort au Salvador durant la guerre ainsi que pour l'assassinat de Monseigneur Romero. « Crímen Contra Diputados Arroja Serias Consecuencias Políticas », *Infopress Centroamericana 1694*, Guatemala, 2 mars 2007.

¹⁶ Carlos Vielman, en particulier, était issu d'un des secteurs les plus puissants de l'oligarchie, qui va s'opposer publiquement à son renvoi. « Acciones Encubiertas de PNC con Beneplácito Empresarial », *Infopress Centroamericana 1693*, 16 mars

2007.

¹⁷ « FBI Señala Anomalías », *Prensa Libre*, 10 juillet 2007. L'ambassadeur américain va ensuite nier cette affirmation.

¹⁸ Amnesty International, *Guatemala's Lethal Legacy: Past Impunity and Renewed Human Rights Violations*, Londres, 2002, p.49.

¹⁹ « Impunidad afecta funciones del estado » *Prensa Libre*, 3 mars 2007. « Estado fallido » ou « failed state »; de manière générale, un État en échec se définit par une perte avancée du monopole de la violence, une perte de souveraineté sur son propre territoire, l'incapacité de percevoir des impôts et de fournir les services essentiels à la population, la perte de la légitimité des autorités, une crise économique aiguë, etc. Cela peut entraîner une incapacité à interagir avec les autres États comme membre à part entière de la communauté internationale.

²⁰ Consulter par exemple: Fundación Mack, *Análisis del Contexto y del Proceso Electoral*, Guatemala, juillet 2007.

²¹ Voir les résultats sommaires en page 7

²² «La lista negra de los candidatos a alcalde de la UNE», *El Periódico*, 2 juillet 2007.

²³ La CEH relève qu'entre 70 % et 90 % des communautés dans cette région ont été détruites par l'armée; 52 massacres y ont été réalisés; au moins 7000 personnes y sont mortes, ce qui correspond à 15 % de la population; 60 % de la population de cette région a dû se déplacer à cause de la violence. *Guatemala, Memoria del Silencio*, CEH, chapitre 2, volume 3.

²⁴ «La mano dura es responsable de masacres», *El Periódico*, 6 septembre 2007.

²⁵ Kofi Annan, *Misión de Verificación de las Naciones Unidas en Guatemala, Informe del Secretario General*, New York, 30 août 2004



Résultats des élections – Guatemala 2007

Source : NISGUA-Guatemala

Le dimanche 9 septembre, les élections nationales ont eu lieu au Guatemala. Aucun candidat à la présidence n'a obtenu plus de 50% des votes, ce qui implique qu'un deuxième tour aura lieu le 4 novembre entre Alvaro Colóm y Otto Pérez Molina.

Les résultats du premier tour pour la présidence sont les suivants :

Alvaro Colóm, Unidad Nacional de la Esperanza – UNE (Union nationale de l'espoir): 28%

Otto Pérez Molina, Partido Patriota – PP (Parti patriote): 24%

Alejandro Giammattei, Gran Alianza Nacional – GANA Grande alliance nationale): 17%

Eduardo Suger, Centro de Acción Social – CASA (Centre d'action sociale): 7%

Luis Rabbe, Frente Republicano Guatemalteco – FRG (Front républicain guatémaltèque): 7%

Rigoberta Menchú Tum, Encuentro por Guatemala – EG (Rencontre pour Guatemala): 3%

Les autres partis ont obtenu moins de 3% des votes.

Au Congrès, les partis ayant obtenu la plus grande représentation sont la UNE avec 48 députéEs, GANA avec 37 et le PP avec 30.

Le FRG a connu une baisse marquée de popularité lors de ces élections. Au congrès, le nombre de députés est passé de 29 à 15, et au niveau local, le FRG n'a gagné que 18 mairies alors qu'il en avait 122. Cependant, Efraín Ríos Montt - accusé de génocide et crimes contre l'humanité – retournera au congrès le FRG l'ayant inscrit à la tête de la liste nationale des députés qui sont élus en fonction du nombre total de votes perçus pour chaque parti (l'équivalent de la proportionnelle).

Pour avoir plus d'information sur les élections, consultez les sites suivant :

<http://www.eleccionesguatemala.com/>

<http://www.idegt.org/>

Chronique d'une accompagnatrice

CHRONIQUE D'UNE ACCOMPAGNATRICE EN CAMPAGNE... ÉLECTORALE

Par Alissa Lauriault

« Je suis arrivée au Guatemala au lendemain du lancement officiel des élections au début du mois de mai. Mais la campagne non officielle avait déjà commencé depuis plusieurs semaines, certains partis n'ayant pas attendu le feu vert du Tribunal suprême électoral pour afficher leur publicité un peu partout sur les poteaux, les panneaux publicitaires, les rochers longeant les routes et même les arbres.

J'ai vite remarqué la profusion d'articles dans les journaux et également l'agitation autour de la candidature d'Efraín Ríos Montt, dirigeant militaire au pouvoir à l'époque des massacres du début des années 80. Les groupes de défense des droits de la personne ont bien tenté de faire empêcher son inscription comme candidat... Sans succès. Seules consolations, l'ancien dictateur ne se présente pas au poste de président et son immunité ne s'appliquera pas aux mises en accusation ayant précédé sa mise en candidature.

Ríos Montt n'est toutefois pas le seul dirigeant militaire ayant été actif lors de la guerre civile à faire partie du portrait électoral. Otto Pérez Molina, commandant du détachement militaire de Nebaj durant les années 80 et chef de l'État major présidentiel de 1993 à 1995, se trouve, selon les sondages, tout près de la tête de la course à la présidence. Agitant sa « *mano dura* » (poing ferme) tout en gardant une tête de bon père de famille, il poursuit sa campagne sans trop se faire importuner par les journalistes qui pourraient rappeler son rôle de dirigeant militaire lors de la guerre civile. Mais certains ne l'oublient pas,

comme j'ai pu le constater dans une communauté de Huehuetenango où la crainte de revoir surgir la violence étatique si un militaire revient au pouvoir est toujours bien présente... Ils sont bien déterminés à ne pas voter pour Pérez Molina ou tout autre militaire. Inutile de dire que le FRG, le Front républicain guatémaltèque, parti de Ríos Montt, n'est également pas le bienvenu dans cette communauté touchée par un massacre en 1982.

La violence est un thème très fréquent au cœur de cette campagne électorale. Les attaques liées aux élections contre des partisans, des candidats et même la famille de candidats se multiplient plus la campagne avance. À cela s'ajoute le fait que plus d'une centaine de communautés sont à risque de connaître des turbulences au moment des élections. Les souvenirs des urnes brûlées et du grabuge fait par les partis défaits lors des dernières élections en 2003 sont encore frais dans les mémoires. En Ixcán, lorsqu'un journaliste a interrogé un des candidats sur la possibilité de voir ce scénario se reproduire, ce dernier n'a pas rejeté cette possibilité, répondant que, « cette fois-ci, ce ne serait pas nécessaire, les gens sachant pour qui voter »¹!

Dans certains cas, on m'a aussi parlé des enjeux des mégaprojets de développements hydroélectriques, pétroliers ou miniers qui alimentent très souvent le caractère conflictuel de la présente campagne électorale. Pour les citoyens, une des préoccupations centrales est le respect des consultations populaires qui ont eu lieu et qui ont toutes eu pour résultat le rejet de ces projets. Certains candidats ne se gênent pas pour faire des promesses sur ce sujet tentant de plaire à l'électorat, mais qu'en sera-t-il de la réalité post-électorale?

Quatre mois de campagne électorale, ça me paraît bien long pour moi, Québécoise, habituée aux brèves campagnes électorales de notre système canadien. Et il me semble que ces quatre mois ne servent malheureusement qu'à nous faire entendre et réentendre les

mêmes chansonnettes aux refrains accrocheurs. Il ne servent pas à faire arriver jusqu'aux communautés les plus éloignées l'information nécessaire sur les programmes et les intentions des partis. Ces communautés ne reçoivent bien souvent comme information que les rumeurs qui circulent. Ces mêmes communautés devront bien souvent marcher plusieurs heures pour se rendre sur les lieux des bureaux de vote. Un obstacle pour bien des gens, surtout les femmes, chargées de s'occuper des enfants...

La démocratie au Guatemala a encore bien des obstacles à surmonter. Mais je souris lorsque je me rappelle ces femmes d'une communauté de Huehuetenango oser dire en public qu'elles aimeraient bien voir une femme à la présidence², que ce serait peut-être la solution à bien des problèmes... Dans un pays qui connaît un des plus bas pourcentages de présence féminine au pouvoir, c'est réjouissant de voir une femme prendre la parole et souhaiter l'arrivée d'une femme au pouvoir.

¹ NDLR : En 2003, dans ce district municipal, le personnel électoral avait à peine eu le temps de compter les votes, de rédiger et de signer les actes officiels contenant les résultats avant

qu'un groupe, engagé par un candidat défait à la mairie, ne défonce la porte, ne brûle les bulletins et ne poursuive les membres du personnel afin de les lyncher. Ceux-ci s'échapperont *in extremis* par la fenêtre et devront se cacher plusieurs jours dans le village avant de filer en catimini.

² NDLR : Seule femme candidate à la présidence, Rigoberta Menchú, pour sa part, n'a finalement reçu que 3% des votes. Candidate d'un parti se définissant comme centriste et dirigé par Nineth Montenegro, fondatrice du Grupo de Apoyo Mutuo (GAM), elle n'a pas su faire l'unanimité des partis de gauche, en partie à cause de sa participation au gouvernement Berger.

Ont participé à cette revue

Rédaction

Étienne Roy-Grégoire, Alissa Lauriault, NISGUA-Guatemala

Traduction

Étienne Roy-Grégoire, Nathalie Brière

Correction, révision

Céline Bouquin

Mise en page

Nathalie Brière, Karen Hamilton

Coordination

Léonie Lavoie-Bel



Projet Accompagnement Québec Guatemala.

Don. Je désire appuyer l'action du Projet Accompagnement Québec-Guatemala par un don de _____ \$

Cotisation annuelle. Je désire adhérer ou renouveler mon adhésion comme membre du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG). En devenant membre du PAQG vous recevrez par courriel notre revue d'actualité, les actions urgentes et les invitations à participer à nos activités.

- membre sympathisant (20\$ ou plus) _____ \$
- membre bénévole (10\$ ou plus) _____ \$ et m'impliquer dans les activités suivantes:
 - Comité de la revue d'actualité Soutien à la coordination
 - Comité des actions urgentes Financement
 - Éducation et sensibilisation
- membre institutionnel (30\$ et plus) _____ \$ (pour les associations et les institutions)

Je désire participer à une formation pour accompagnateur / trice

Je désire faire de l'accompagnement physique. Précisez vos disponibilités: du _____ au _____

Prénom, nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____

Code postal : _____ Tél : (____) _____ Courriel : _____

SVP, retournez ce formulaire et votre chèque au **Projet Accompagnement Québec-Guatemala** : 660 Villeray, bureau 2,115, Montréal, (Québec), H2R 1J1